BLÒK PA BLÒK

N'ap bati Ayiti · Chanje chofè pa ranje motè

COMMUNIQUÉ PUBLIC

La sécurité des Haïtiens n'est pas une monnaie d'échange

Sur l'enlèvement des quatre techniciens salvadoriens et la promesse d'un retour « comme avant »

[Lieu], le 22 octobre 2026. Blòk pa Blòk exprime sa pleine solidarité avec les quatre techniciens de l'aviation salvadoriens enlevés le 18 octobre 2026 à Santo, Croix-des-Bouquets, ainsi qu'avec leurs familles. Nous exigeons leur libération immédiate, vivants et sans aucun dommage. Ces hommes étaient en Haïti pour sauver des vies. Rien ne justifie leur enlèvement.

Blòk 1 · Les faits

Le 21 octobre, le président du Salvador a annoncé une opération militaire de sauvetage. Dans un message rédigé en créole et adressé directement aux chefs de gangs, il a averti que l'attaque du jour n'était « rien » à côté de ce qui viendrait si les otages n'étaient pas rendus vivants. Il a ajouté que, s'ils l'étaient, « tout redeviendra comme avant l'enlèvement ».

Blòk 2 · Ce que « comme avant » veut dire pour nous

Pour des millions d'Haïtiens, « avant », ce sont des quartiers occupés, des maisons et entreprises brulées , des femmes violées, des familles déplacées, des enlèvements, des écoles et des marchés fermés, des routes coupées, des massacres criminels. Avant, les chefs de gangs n'étaient ni menacés publiquement, ni poursuivis jusque dans leurs villas. Promettre un retour à « avant », c'est promettre un retour à l'inacceptable.

Cette phrase transforme une offensive en moyen de répression et fait des chefs de gangs des interlocuteurs. Elle leur enseigne une leçon dangereuse : tant que les étrangers sont épargnés, les Haïtiens peuvent continuer de souffrir. Et si un otage peut suspendre une offensive, la prise d'otages devient une stratégie.

Blòk 3 · Réprimer, supprimer, protéger : trois logiques

Critère	Répression	Suppression	Protection de la population
Déclencheur	Une attaque contre la force	Le mandat	Les besoins et la sécurité des habitants
Objectif	Dissuader, punir, contenir	Démanteler les gangs	Rendre les quartiers vivables, durablement
Durée	Le temps de la crise	Jusqu'au démantèlement	Permanente
Retour à « avant » négociable ?	Oui	Non	Non : « avant » est le problème
Place des Haïtiens	Spectateurs	Bénéficiaires indirects	Au centre de la mission
Mesure du succès	L'incident est clos	Gangs neutralisés	Familles rentrées, écoles et marchés rouverts

Critère	Répression	Suppression	Protection de la population
Après l'opération	Retour au statu quo	Un vide à combler	Police, justice et communes reprennent la main

La suppression est nécessaire. Elle ne suffit pas. Seule la protection de la population, appuyée par des institutions haïtiennes solides, empêche les gangs de revenir. Bref, le changement de l'anglais ***Gang Suppression Force (GSF) au français (FRG) Force de Répression (pas de Suppression ou de démantèlement) confirme le danger dans la sémantique ou tout simplement dans la traduction.***

Blòk 4 · Nos demandes

1. **À la Force de suppression des gangs et aux pays contributeurs :** déclarer publiquement qu'aucune opération contre les gangs ne sera suspendue en échange d'une libération ou de toute autre concession (contre rancon).
2. **Au Gouvernement haïtien :** déclarer la protection des quartiers occupés « priorité absolue », avec la même mobilisation que celle annoncée pour les otages.
3. **Un plan public de protection :** zones prioritaires, calendrier, indicateurs (retour des déplacés, écoles et marchés rouverts, routes sécurisées) et rapport mensuel accessible à tous.
4. **Le respect des civils :** toute opération doit protéger les habitants et respecter les droits humains. Un quartier libéré ne doit pas être un quartier détruit.
5. **La reconstruction des institutions :** PNH, FAD'H, Justice et communes doivent avoir les moyens de tenir le terrain après le départ des forces étrangères (Contrat social, Blòk V, art. 42–53).

Blòk 5 · Notre message

Chanje chofè pa ranje motè. Une force étrangère peut appuyer. Elle ne peut pas remplacer l'État. La sécurité des Haïtiens doit être un objectif en soi, pas le prix d'un échange. Il ne doit plus y avoir d'« avant ».

Me Jean Gardy JOSEPH

Blòk pa Blòk
N'ap bati Ayiti, blòk pa blòk.

Contact presse : contact@blokpablok.org · www.blokpablok.org